16/12/2013

Conseil de sécurité
CS/11216

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
7084e séance – après-midi

MOYEN-ORIENT: ROBERT SERRY INVITE PALESTINIENS ET ISRAÉLIENS À FAIRE DE 2014 UN « MOMENT DE VÉRITÉ »

« Alors que l'année touche à sa fin, les parties restent engagées dans un effort sérieux en vue de parvenir à une solution négociée. Nous espérons sincèrement que cet effort débouchera, l'année prochaine, sur des progrès décisifs et irréversibles vers la réalisation de cette vision de deux États pour deux peuples: Israël et Palestine vivant côté à côte dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle de leurs droits légitimes, y compris le droit à l'autodétermination. » Tel est le vœu qu'a formé, cet après-midi, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général, M. Robert Serry.

Lors de la réunion mensuelle que le Conseil de sécurité consacre à la situation dans la région, M. Serry a rappelé les principaux enjeux, en insistant sur le fait que seule la réalisation de la solution à deux États permettrait aux Palestiniens de concrétiser leurs aspirations politiques et de mettre fin à l'occupation débutée en 1967. « Seule une solution négociée garantira à Israël sa sécurité et la reconnaissance régionale qu'elle mérite », a-t-il ajouté.

« Si les deux parties, avec l'appui effectif et continu de la communauté internationale, prennent les mesures qui s'imposent pour aller au bout de ce qu'elles ont commencé cette année, nous parviendrons, en 2014, à un moment de vérité », a déclaré M. Serry.

Revenant sur les événements ayant marqué l'année 2013, le Coordonnateur spécial a notamment salué la reprise de pourparlers directs sous l'égide des États-Unis, il y a cinq mois, et les efforts continus du Quatuor et des partenaires arabes pour rapprocher les parties israélienne et palestinienne. Il a également souligné l'engagement de l'Union européenne en faveur d'un règlement juste et durable du conflit. « Tout cela témoigne de l'appui international et régional en cours au processus de paix », a-t-il précisé avant d'évoquer, au nombre des prochaines échéances, la troisième vague de libérations de prisonniers palestiniens, programmée pour le 29 décembre

Concernant la situation sur le terrain, M. Serry a souligné, de nouveau, que les activités de peuplement étaient incompatibles avec l'objectif de deux États et illégales en vertu du droit international. Attirant ensuite l'attention sur la situation en matière de sécurité, il a rappelé qu'au cours du dernier mois, les Forces de sécurité israéliennes avaient arrêté 352 Palestiniens et que leurs opérations avaient fait 26 blessés. « Le 26 novembre, six Palestiniens, dont trois affiliés à Al-Qaida, ont été tués par des tirs des Forces de sécurité israéliennes près d'Hébron », a-t-il expliqué. Au sujet des opérations menées près des colonies de Beit El, il a exhorté les autorités israéliennes à faire toute la lumière sur l'incident ayant provoqué la mort, le 7 décembre, d'un adolescent palestinien de 14 ans. « Israël, a-t-il dit, doit s'abstenir de tout usage excessif de la force ».

Le Coordonnateur spécial a déploré les violences répétées entre Palestiniens et colons israéliens ainsi que l'augmentation du rythme des démolitions de structures palestiniennes dans la Zone C et dans Jérusalem-Est.

À cet égard, il a chiffré à 74 le total des structures détruites ayant provoqué le déplacement de près de 100 Palestiniens au cours des dernières semaines. « Les Nations Unies ont appelé à plusieurs reprises à la fin des démolitions et à l'accès des Palestiniens à un régime juste de planification répondant à leurs besoins en matière de développement et de logement », a-t-il souligné.

Robert Serry, abordant la situation à Gaza, a évoqué les conséquences des violentes inondations dans le territoire occupé. Il a indiqué que ces intempéries avaient contraint 10 000 personnes à quitter leur foyer. Après avoir assuré que les organismes humanitaires de l'ONU continuaient de secourir celles et ceux dans le besoin, il s'est attardé sur les répercussions sur la population des fréquents dysfonctionnements de la seule

centrale électrique de Gaza. Il a ainsi annoncé que suite à une donation de 10 millions de dollars du Gouvernement du Qatar, la centrale qui, faute de carburant, était à l'arrêt depuis le 1er novembre, avait pu redémarrer pas plus tard qu'hier. Enfin, M. Serry a noté avec satisfaction que le Gouvernement israélien avait accepté d'autoriser la reprise, par l'ONU, des constructions d'écoles, d'habitations à loyer modéré et de sanitaires dans la bande de Gaza.

Pour ce qui est de la situation en Syrie, le Coordonnateur spécial a rappelé qu'au lendemain de la publication du rapport sur l'utilisation des armes chimiques, la vaste majorité des assassinats et des démolitions résultaient de l'emploi d'armes classiques. Il a parlé de « tragédie humanitaire » frappant près de la moitié de la population syrienne et aggravée par l'arrivée brutale de l'hiver. « Toutes les parties doivent œuvrer immédiatement à la cessation des violences, à l'ouverture de l'accès humanitaire, à la libération de détenus et au retour des réfugiés dans leur foyer. » « Tous ceux qui sont en mesure d'exercer une influence devraient en outre aider les parties à participer de manière constructive à la conférence dite 'Genève II' du 22 janvier et à prendre immédiatement, à cette fin, des mesures de confiance », a-t-il encore demandé.

S'agissant du Liban, M. Serry a regretté que la situation politique du pays était toujours bloquée, « en dépit des appels que le Conseil de sécurité a lancés à toutes les parties pour faciliter la formation d'un gouvernement dès que possible ». Seul un retour politique à la normale permettrait aux dirigeants libanais, a-t-il estimé, de lutter contre l'insécurité et de faire face aux immenses défis humanitaires que pose l'afflux massif de réfugiés syriens.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel